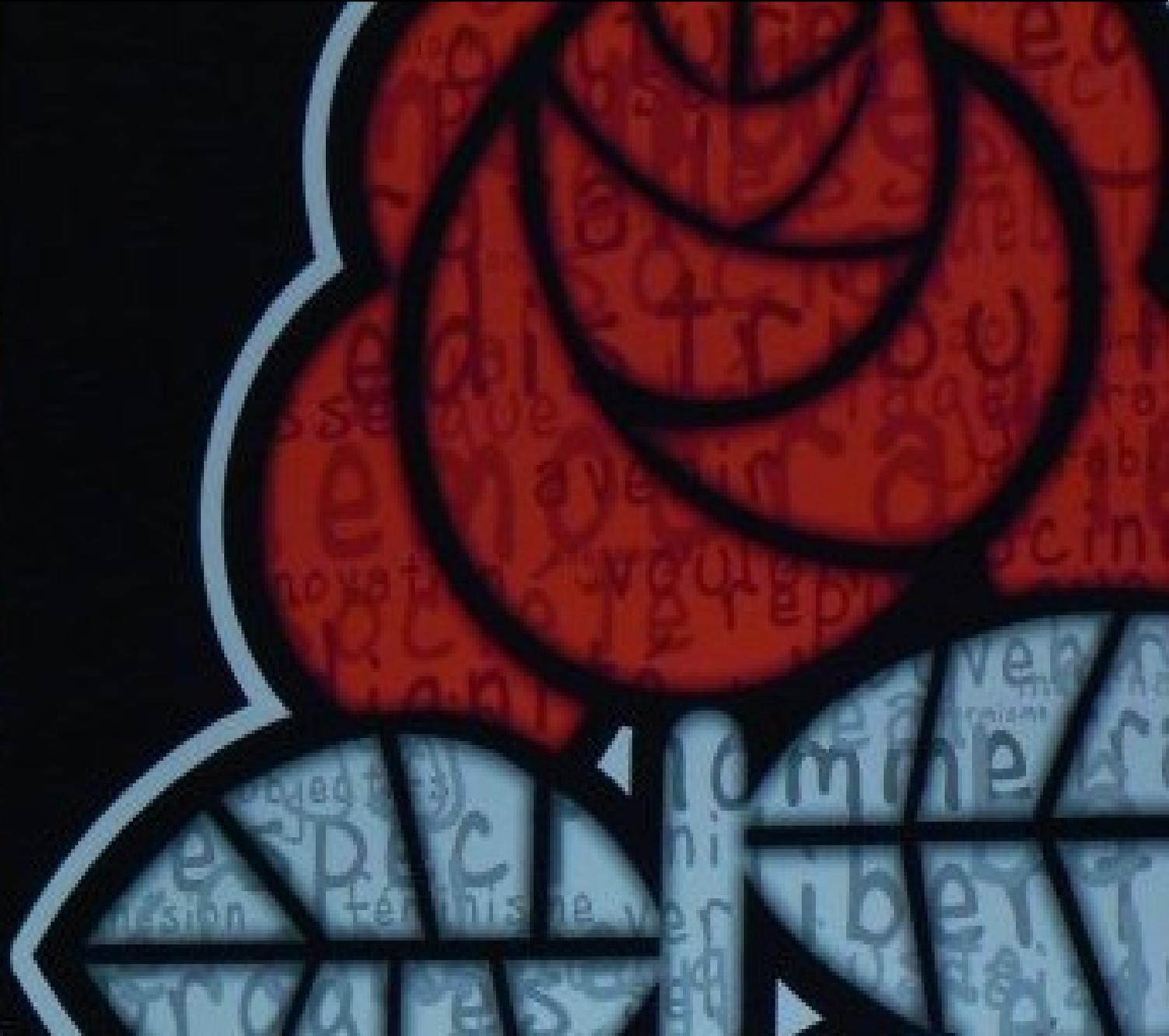


Crise : Comprendre!



**« Apportons une réponse
socialiste à la crise libérale! »**



Voilà trop longtemps que nous laissons les libéraux imposer leur pensée et leurs lois. Ils croyaient avoir anéanti les idées socialistes. Ils se sont trompés ! Ils nous ont trompés!

Il y a quelques mois, Nicolas Sarkozy et François Fillon jubilaient en prétendant avoir gagné la bataille idéologique contre la gauche : ils se sont trompés ! Ils nous ont trompés !

La Commission Barroso, Angela Merkel, Silvio Berlusconi voulaient un grand marché de la libre concurrence et refusaient l'Europe sociale: ils se sont trompés ! Ils nous ont trompés !

La crise les condamne. Ce ne sont pas les salariés, les peuples qui doivent payer les pots cassés !

2008 s'achève avec le discrédit de la mondialisation libérale, 2009 doit être le temps de la gauche.

La droite dit que les socialistes n'ont pas de propositions, ils se trompent, ils nous trompent !

Aujourd'hui nous sommes incontournables et nous voulons proposer des solutions nouvelles ambitieuses ! Pour changer !

Je me suis attachée à comprendre cette crise, à analyser les réponses actuelles- manifestement insuffisantes-, et à présenter une alternative :

L'économie ne doit plus mettre l'homme à son service ; elle doit être un instrument au service des besoins humains !

Marie-Noëlle Lienemann

Comprendre, pour Changer!

La crise actuelle est profonde et globale. Elle est résulte de quatre marasmes : financier, économique, social et écologique!

Cette crise était prévisible. La gauche l'a même prévue en dénonçant depuis plusieurs années le danger et l'instabilité du capitalisme financier transnational.

Ceux qui nous ont vanté la loi du marché, la recherche du profit maximal, le pouvoir des détenteurs de capitaux, la concurrence libre et « non faussée », la mondialisation sans règles, sont responsables. On ne peut pas leur faire confiance, ni aujourd'hui, ni demain.

La crise est globale, c'est une crise de système.

En réponse, il ne suffira pas de quelques aménagements, de mesures techniques pour plus de transparence, de sanctions – et encore faut-il les engager... - contre les spéculateurs!

Il faut changer.

Changer l'ordre des choses, l'ordre du monde.

Changer notre mode de développement.

Changer les fondements de l'économie.

Changer nos sociétés!



Une cause majeure : la déflation salariale !



C'est de la précarité, de la **stagnation des salaires et de la hausse des prix de l'immobilier** qu'est née l'affaire des « subprimes ».

De nombreux américains ne pouvaient plus ni se loger, ni éduquer leurs enfants et vivre de leur travail.

L'endettement fut la seule solution proposée à ces familles modestes. Les banques y trouvaient de grands avantages.



Une « solvabilisation » artificielle était entretenue par l'allongement des prêts, un surendettement considérable. Cela avait forcément une limite.

Le retournement c'est opéré, les conséquences ont été catastrophiques pour des millions de foyers, avec **des effets « boule de neige » dans tout le système bancaire et économique.**

Le libre échange mondialisé a aggravé la situation

La concurrence pousse à la baisse des coûts à tout prix!

Avec le capitalisme financier, il n'est pas question de toucher aux taux de profits, la principale variable d'ajustement est l'exploitation de la main-d'œuvre, via l'emploi, les salaires, la protection sociale.



Partout dans le monde, depuis le milieu des années 70, le rapport capital/travail s'est dégradé en défaveur des travailleurs.

En Europe, la part des revenus du travail dans le PIB a perdu 12% entre 1975 et 2007. En France, la part des revenus du travail dans la richesse nationale est passée de 69,9% en 1975 à 57,8% en 2008. Elle est désormais inférieure à ce qu'elle était en 1960 !

Ce libre échange actuel conduit non seulement à des délocalisations et à l'augmentation du chômage, mais aussi à une baisse du pouvoir d'achat. La crise sociale s'élargit en frappant la majorité des salariés!

Des inégalités anti économiques

La croissance continue depuis plus de 25 ans n'a fait qu'accroître le nombre de très riches.



En 2008, environ 7, 9 millions de personnes, dont les actifs financiers, pèsent plus d'un million de dollars, détiennent 41 milliards de dollars d'actifs.

Dans le même temps, la pauvreté dans le monde ne diminue pas, la grande pauvreté s'accroît, les classes moyennes se fragilisent et la précarité s'étend. Les inégalités de revenus, aux USA sont au même niveau que dans les années 1920.

L'hyper richesse comme la grande pauvreté se sont mondialisées ! Et lorsqu'une partie des peuples n'ont plus les moyens de vivre dignement, une large partie de la consommation est stérilisée et du coup la croissance limitée. Cela ne saurait durer !

La Finance ne sert pas l'économie réelle !



Depuis vingt ans tout est conditionné à la valorisation maximale du capital et des placements financiers. **Le but n'est plus le financement de l'activité.** La finance sert surtout à mobiliser l'épargne disponible en faveur de...la finance et devient un secteur économique à part entière.

La spéculation, les produits dérivés, les LBO, les hedge-funds (1), les fonds de capital investissement (2) et autres mécanismes se sont développés hors de toute proportion, hors de tout contrôle.

La libéralisation des mouvements de capitaux a permis de les exonérer de toute régulation publique et d'accentuer la mise en concurrence des modèles sociaux et des territoires.

La seule mesure qui compte est de faire de plus en plus de profit et un profit immédiat.

(1) **Fonds spéculatifs (hedge funds)** : fonds qui prennent (généralement par endettement) des paris sur les valeurs, à l'inverse des tendances dominantes du marché. Des paris risqués, mais rentables quand ils se réalisent.

(2) **Fonds de capital investissement ou de private equity** : fonds qui investissent dans des entreprises pour les revendre après restructuration. Ils s'endettent fortement pour monter ces opérations.

(3) **LBO** : achat d'entreprises par emprunt, restructuration brutale, et revente avec de gros profits.

Une économie mondiale au service de l'Amérique.

En 2005, les transactions interbancaires s'élèvent à 2 069 300 milliards de dollars, **seulement 44 800 milliards correspondent au marché des biens et des services (soit seulement 2,2% des échanges monétaires)** tandis que 1 406 900 milliards sont pour les produits dérivés !

La bulle financière a explosé!



Les énormes déficits budgétaires des USA, provenant notamment des baisses d'impôts consenties aux plus riches par l'administration républicaine, et le **gigantesque endettement américain**-largement entretenu par la politique de bas taux d'intérêt de la Banque Fédérale américaine- sont financés par les banques asiatiques et bon nombre d'autres pays.

Cette situation se répercute sur l'ensemble de l'économie mondiale, qui se trouve ainsi fragilisée.

Le monde de la finance une caste intéressée et aveuglée !

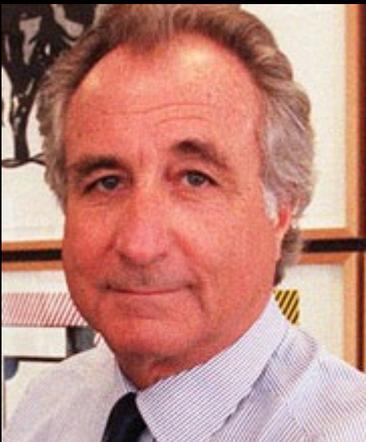
Les risques sont de plus en plus importants, et le secteur bancaire cherche à les diluer, d'où la titrisation et la multiplication des produits dérivés.

S'ajoute, **une rémunération mirobolante liée aux résultats des principaux acteurs.**

Par exemple à Wall Street, **début 2008**, alors que la crise des sub-primes a déjà éclaté aux USA, **les trois plus grandes banques d'affaires de Wall Street verseront 20 milliards de dollars en prime de fin d'année pour leurs principaux dirigeants et autres golden boys...**

Les agences de notations prises dans la même frénésie, et dont les principaux responsables vivent dans ce même monde, s'avèrent incapables de déceler et dénoncer les anomalies, les vrais risques et autres actes délictueux.

Dernière en date, l'affaire Maddof montre comment un seul homme a pu abuser tant de « spécialistes de la finance », et ce sont des centaines de milliards de dollars qui ont été ainsi détournés.



Les dérives délinquantes se multiplient, l'opacité se généralise



La recherche du profit facile et la volonté forcenée d'échapper à toute forme de fiscalité ont entraîné des dérives délinquantes de plus en plus visibles: fonds off-shore via des États et des établissements financiers complaisants, développement d'économies mafieuses, mise au point de produits financiers spéculatifs fonctionnant à la limite de la légalité pour générer des taux de profits élevés.

Les paradis fiscaux sont dénoncés mais demeurent! Ce pourrissement de l'économie et de la finance mondiale est une des grandes caractéristiques de l'époque.

Et comment l'Union européenne peut prétendre combattre efficacement les paradis fiscaux quand on sait qu'au sein même de la zone euro, des États ne pratiquent pas une totale transparence par rapport au « blanchiment » d'argent et à la fiscalité de l'épargne?

La crise écologique s'accélère.

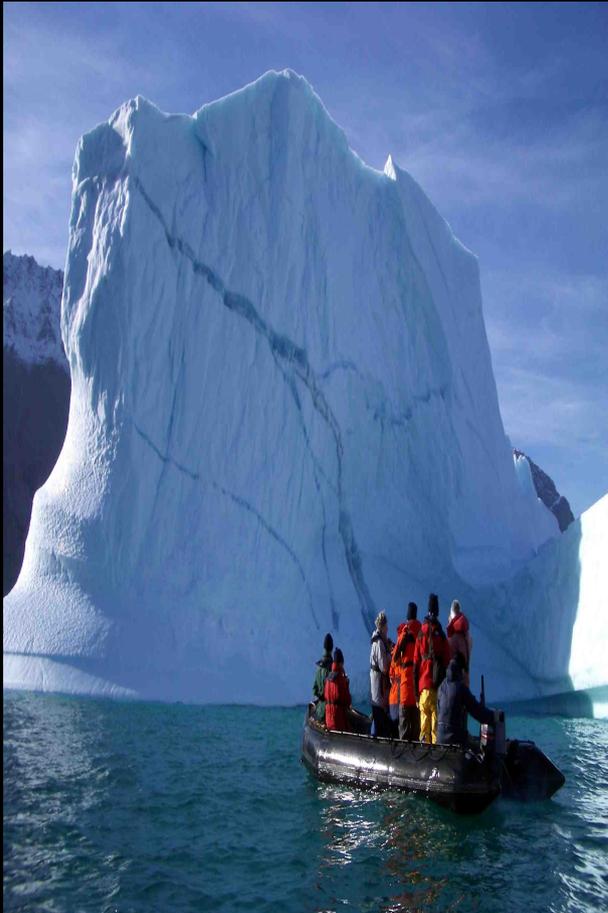


Le changement climatique et les pollutions massives se manifestent depuis bien longtemps et imposent une remise en cause radicale de notre mode de développement. Le capitalisme contemporain n'est pas l'unique responsable, mais il pousse à la poursuite d'une logique destructrice de la planète et s'oppose aux décisions qui sont devenues indispensables.

Quelques exemples sont bien révélateurs de l'incapacité de ce système à inverser l'accroissement de la pression humaine sur l'environnement !

- **La libéralisation sans règle des échanges commerciaux multiplie les transports inutiles** et la production de gaz à effet de serre.

La crise écologique s'accélère.



- Bien des **délocalisations** s'opèrent pour produire dans des régions du globe où les normes et contrôles environnementaux sont faibles. L'OMC tend à refuser les mesures douanières permettant de lutter contre le dumping social et environnemental.

- Le marché ignore en compte le **long terme**, or un développement durable doit justement prendre en compte les effets futurs des décisions prises aujourd'hui.

- La **marchandisation** des ressources naturelles, la baisse des prélèvements et des moyens d'investissements publics, limitent les politiques volontaristes de protection de la planète et de transformation de nos pratiques.

Le temps est venu de modifier radicalement notre mode de développement.

Une crise politique !

Comment peut-on accepter qu'une grave déstabilisation de l'économie et de la finance aux États-Unis se traduise par une catastrophe pour les autres pays du monde et singulièrement pour l'Europe?



On a tenté de nous imposer des dogmes !

Depuis des années, on veut aussi nous faire accepter des lois présentées jusqu'ici comme inéluctables et quasi divines (le marché, la libre concurrence...) qui devaient être exclues de toute intervention politique et démocratique.

L'affaiblissement des États nations :

Le néolibéralisme a organisé l'affaiblissement des États et de l'action publique en particulier dans les secteurs de l'économie, de la finance mais aussi pour la monnaie!

Une crise politique !



Le pouvoir a changé de mains; Il est désormais de plus en plus détenu par les multinationales et une minorité de riches financiers. Des instances dites indépendantes ont été créées pour se substituer aux choix des peuples et ,en fait, imposer la logique du capitalisme financier transnational.

L'Europe a accéléré ce mouvement de dérégulation générale, de soumission à la mondialisation financière et libérale au lieu de nous protéger, de peser dans les choix du monde et d'assurer en son sein la solidarité entre les peuples.

L'impuissance du politique constitue un risque majeur pour nos démocraties. Cette affirmation est encore plus vraie en temps de crise.



Comment contacter votre députée ? Parlement Européen

Rue Wiertz, 1047 Bruxelles, Belgique

tel : +32 2 284 71 02

fax : +32 2 284 91 02

Allée du Printemps, 67100 Strasbourg, France

tel : +33 3 88 17 51 02

Fax : +33 3 88 17 91 02

Marie-Noëlle Lienemann, 192 rue G. Peri BP 62110 Hénin-Beaumont

lienemann.typepad.fr

mnlienemann@europarl.eu.int

